

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT DE JEUX

Matahiti 142
N° 44

TE VE'A A TE HAU NA POLYNESIA FARANI

Mahana 4
no Novema 1993

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 93-1025 du 26 août 1993 portant majoration des plafonds des dépenses électorales. (Arrêté de promulgation n° 1106 DRCL du 21 octobre 1993). 1902

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 1061 SATP du 13 octobre 1993 modifiant l'arrêté n° 969 SATP du 22 septembre 1993 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. 1903

EXTRAITS

Décision n° 1065 SATP du 14 octobre 1993 constatant l'arrivée à Papeete de M. Sellem Jean-Claude, commissaire de police, 7e échelon. 1903

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 962 CM du 28 octobre 1993 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société polynésienne d'investissements maritimes, pour l'exploitation d'un navire à passagers sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent. 1904

Arrêté n° 963 CM du 28 octobre 1993 portant nomination de M. Michel Bonnard en qualité de chef du service territorial des transports interinsulaires. 1905

Arrêté n° 966 CM du 28 octobre 1993 portant fixation du taux de l'allocation mensuelle versée aux bénéficiaires d'une bourse de formation professionnelle pour l'accomplissement d'une première ou d'une seconde année d'études au titre de l'année scolaire 1993-1994 ; portant abrogation du régime particulier des "bourses de formation professionnelle" pour compter du 1er janvier 1994. 1905

Arrêté n° 967 CM du 28 octobre 1993 autorisant la conclusion de la convention générale de coopération entre le territoire de Polynésie française et les membres du conseil de l'université de Californie. 1906

EXTRAITS

Arrêté n° 952 CM du 25 octobre 1993 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de l'entreprise Flores (n° Tahiti 205161) pour la création d'une boulangerie. 1906

Arrêté n° 953 CM du 25 octobre 1993 autorisant l'ouverture d'un dépôt de médicaments à Reao, archipel des Tuamotu-Gambier.	1906
Arrêté n° 956 CM du 27 octobre 1993 interdisant la pêche sous toutes ses formes (à l'exception de la pêche aux cailloux sur le motu Tautau) les 25, 26, 27, 28, 29, 31 octobre et les 1er et 2 novembre 1993.	1907
Arrêté n° 957 CM du 28 octobre 1993 portant approbation de délibérations du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux Iles.	1907
Arrêté n° 958 CM du 28 octobre 1993 autorisant Mme Pauline Taae, épouse Van Cam, à occuper la servitude de curage et la zone soumise à autorisation d'un ruisseau sis au droit d'une parcelle du lot cadastré section N n° 9 à Auae, commune de Faava.	1907
Arrêté n° 959 CM du 28 octobre 1993 autorisant Mlle Mareva Teave à occuper partiellement la servitude de curage du ruisseau sise au droit d'une parcelle de terre cadastrée section AE n° 131, commune de Punaauia, P.K. 15,800.	1907
Arrêté n° 960 CM du 28 octobre 1993 autorisant M. Marc Lagarde à réaliser un empiètement de prospect d'un entrepôt au droit d'un mur de clôture à édifier en limite sud-est d'une parcelle du domaine Pamatai cadastrée section M n° 102, par rapport au domaine public routier, commune de Faava.	1907
Arrêté n° 965 CM du 28 octobre 1993 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de septembre 1993.	1907

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

EXTRAITS

Arrêté n° 4916 MAE.AU du 25 octobre 1993 autorisant la réalisation d'un lotissement agricole en six lots de la parcelle B de la terre Avau sise à Taiohae, Nuku Hiva, Marquises, par Mme veuve Vernier Elisabeth Tapeta épouse Jousset. ...	1907
Arrêtés n° 4952 et n° 4953 MAE du 27 octobre 1993 portant mainlevées et autorisant le remboursement de parties des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Napuka, et à l'aménagement de l'aérodrome de Takapoto, à la classe D2.	1908

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

EXTRAITS

Arrêtés n° 4926 et n° 4927 MJS du 26 octobre 1993 portant attribution de licences de taxi.	1908
Arrêté n° 4928 MJS du 26 octobre 1993 donnant dérogation à enseigner contre rémunération les activités physiques et sportives sur le territoire de la Polynésie française.	1908
Arrêté n° 4994 MJS du 27 octobre 1993 portant attribution d'une licence de taxi.	1908

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

Délibération municipale n° 93-37 du 7 octobre 1993 modifiant la délibération n° 93-31 du 9 août 1993 relative au stationnement payant sur les places Tarahoi et Pomare V.	1909
Délibération municipale n° 93-39 du 7 octobre 1993 relative aux conditions de location du matériel communal tel que tables et chaises, pour l'organisation de diverses manifestations dans ou hors des limites de la commune de Papeete. ...	1909
Arrêté municipal n° 136-93 du 18 octobre 1993 portant mesures d'ordre public relatives au stationnement payant sur la place Pomare V.	1910
Arrêté municipal n° 154-93 du 25 octobre 1993 rendant piétonnières les rues sises aux alentours du marché de Papeete, à l'occasion de la Toussaint 1993, du 30 octobre au 2 novembre 1993.	1911

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décision n° 93-678 du 12 octobre 1993 relative à la publication de la liste des fréquences pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence pouvant être attribuées après un appel aux candidatures complémentaire pour l'exploitation de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre (territoire de la Polynésie française),

1911

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 21 octobre 1993 autorisant au titre de l'année 1994 l'ouverture de concours pour le recrutement de conseillers d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 24 octobre 1993, page 14785).

1913

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service des domaines et de l'enregistrement.— Avis n° 725 ENR du 25 octobre 1993 portant recherche des héritiers de M. Pehupehu Ganivet, dit Fara, M. Tutea Maioa Maiteraï, M. Tehei Maioa Maiteraï, M. Tori Maioa Maiteraï, M. Paarua Maiteraï, M. Pau Maioa Maiteraï, Mme Hopara Maioa Maiteraï.

1913

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.

1913

Annonces diverses.

1915

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES PROMULGUÉS**

ARRETE n° 1106 DRCL du 21 octobre 1993 portant promulgation du décret n° 93-1025 du 26 août 1993 portant majoration des plafonds des dépenses électorales.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon sa forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 93-1025 du 26 août 1993 portant majoration des plafonds des dépenses électorales, paru au J.O.R.F. n° 199 du 28 août 1993, page 12.154.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 octobre 1993.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

DECRET n° 93-1025 du 26 août 1993 portant majoration des plafonds des dépenses électorales.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie, du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le code électoral, notamment son article L. 52-11 ;

Vu la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, notamment son article 3, paragraphe II ;

Vu la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 modifiée relative à l'élection des représentants au Parlement européen, notamment ses articles 2 et 19-1,

Décète :

Article 1er. — Le montant du plafond des dépenses électorales est multiplié par le coefficient 1,07 pour les élections auxquelles les dispositions de l'article L. 52-11 du code électoral sont applicables.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux scrutins dont la date est postérieure au 1er septembre 1993.

Art. 3. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 août 1993.

Edouard BALLADUR.

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
Charles PASQUA.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Pierre MEHAIGNERIE.

Le ministre de l'économie,
Edmond ALPHANDERY.

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,
Nicolas SARKOZY.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
Dominique PERBEN.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 1061 SATP du 13 octobre 1993 modifiant l'arrêté n° 969 SATP du 22 septembre 1993 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 48-1504 du 20 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 68-70 du 24 janvier 1968 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale ;

Vu le décret n° 92-1191 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier du corps des gradés et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 juin 1993 portant création auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 969 SATP du 22 septembre 1993 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du cadre C.E.A.P.F. ;

Vu l'arrêté n° 287 DFPF/PERS/CPC du 2 août 1993 prononçant l'affectation en tant que chef de service et à compter du 1er octobre 1993 de M. Jean-Claude Sellem, commissaire de police, à la circonscription territoriale de la police de l'air et des frontières de Papeete en remplacement de M. Thierry Guiguet-Doron ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 969 SATP du 22 septembre 1993 est modifié dans son article 1er, à la rubrique "représentants de l'administration", comme suit :

Au lieu de :

Titulaires :

- M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. André Senaud, commissaire divisionnaire, directeur des polices urbaines en Polynésie française ;
- M. Pascal Hablot, commissaire principal, directeur des renseignements généraux en Polynésie française ;
- M. Thierry Guiguet-Doron, commissaire de police, directeur de la circonscription territoriale de la police de l'air et des frontières en Polynésie française.

Lire :

Titulaires :

- M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. André Senaud, commissaire divisionnaire, directeur des polices urbaines en Polynésie française ;
- M. Pascal Hablot, commissaire principal, directeur des renseignements généraux en Polynésie française ;
- M. Jean-Claude Sellem, commissaire de police, directeur de la circonscription territoriale de la police de l'air et des frontières.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 octobre 1993.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Lionel RIMOUX.

Par décision n° 1065 SATP du haut-commissaire de la République en date du 14 octobre 1993. — Est constatée l'arrivée à Papeete, le 2 octobre 1993, de M. Sellem Jean-Claude, commissaire de la police nationale, 7e échelon, matricule 547.695, muté à la circonscription territoriale de la police de l'air et des frontières en Polynésie française.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 962 CM du 28 octobre 1993 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société polynésienne d'investissements maritimes, pour l'exploitation d'un navire à passagers sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-46 du 15 mars 1977 de l'assemblée territoriale, portant création en Polynésie française d'un comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire, modifiée par la délibération n° 88-57 AT du 2 juin 1988 ;

Vu la délibération n° 77-47 du 15 mars 1977 de l'assemblée territoriale, portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires, modifiée par la délibération n° 82-9 du 18 février 1982 ;

Vu l'arrêté n° 859 CM du 5 septembre 1991 fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 1er mars 1993 ;

Vu l'avis du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire en sa séance du 12 octobre 1993 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 octobre 1993,

Arrête :

Article 1er.— Une licence d'armateur est accordée à la Société polynésienne d'investissements maritimes (S.P.I.M.), pour l'exploitation d'un navire à passagers sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent.

Art. 2.— Les caractéristiques agréées du navire monocoque sont les suivantes :

- date de construction : 1994 (Australie) ;
- type : monocoque à passagers ;

- longueur : 48 m ;
- largeur : 9 m ;
- tirant d'eau : 1,20 m ;
- moteurs : 3 MTU 16V396TE74 ;
- jets : 3 x Kamewa 63511 ;
- générateurs : 2 x Caterpillar 3306 B 98 KW ;
- vitesse de croisière : 33 - 34 nœuds ;
- consommation : 1470 litres/heure ;
- capacité de transport : 450 pax/3 niveaux ;
- équipage : 8 ;
- gazole : 20.000 l ;
- eau : 2.000 l ;
- certificat de franc bord : bureau Veritas, classifié catégorie 2 ;
- durée trajet PPT/Huahine : 3 heures ;
- durée trajet PPT/Bora Bora : 4 heures ;
- équipement : salon audiovisuel (10 x TV), fauteuils inclinables, bar, stabilisateur, climatiseur.

Et tel que le tout figure au dossier détenu par le service territorial des transports interinsulaires.

Art. 3.— Les îles desservies sont les suivantes : Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora.

Art. 4.— La présente licence est accordée sous la condition résolutoire de la justification, avant le 30 avril 1994, de l'augmentation du capital social de la S.P.I.M., à hauteur minimale de quatre-vingt-sept millions de francs Pacifique (87.000.000 FCFP), soit 15 % de la valeur de l'investissement matériel rendu à Papeete.

La S.P.I.M. devra, en outre, mettre en exploitation le navire avant le 12 octobre 1994, à peine de caducité de la présente licence d'armateur.

Art. 5.— L'activité de transport se fera aux risques et périls de l'armement, le territoire déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation, quelle que soit sa cause.

Art. 6.— Le ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 28 octobre 1993.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,
du développement des archipels
et des affaires foncières,
Edouard FRITCH.*

ARRETE n° 963 CM du 28 octobre 1993 portant nomination de M. Michel Bonnard en qualité de chef du service territorial des transports interinsulaires.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport et la proposition du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-232 AT du 30 décembre 1992 portant création du service territorial des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 354 CM du 26 avril 1993 modifié portant organisation et fonctionnement du service territorial des transports interinsulaires (S.T.T.I.) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 octobre 1993,

Arrête :

Article 1er. — Pour compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, M. Michel Bonnard est nommé en qualité de chef du service territorial des transports interinsulaires.

Art. 2. — Pour compter de la même date, les dispositions de l'arrêté n° 32 CM du 20 janvier 1993 sont abrogées.

Art. 3. — Le ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 octobre 1993.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de la mer,
du développement des archipels
et des affaires foncières,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 966 CM du 28 octobre 1993 portant fixation du taux de l'allocation mensuelle versée aux bénéficiaires d'une bourse de formation professionnelle pour l'accomplissement d'une première ou d'une seconde année d'études au titre de l'année scolaire 1993-1994 ; portant abrogation du régime particulier des "bourses de formation professionnelle" pour compter du 1er janvier 1994.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 626 PR du 9 avril 1991 relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives ;

Vu la délibération modifiée n° 67-18 du 14 février 1967 de l'assemblée territoriale relative au régime des bourses de formation professionnelle ;

Vu l'arrêté d'application modifié et complété, n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967, relatif aux taux et aux modalités d'attribution des bourses de formation professionnelle ;

Vu la circulaire n° 79 PEL.1 du 30 novembre 1970 relative aux conditions d'attribution des bourses de préparation à l'examen d'entrée à l'école territoriale d'infirmiers ;

Vu l'arrêté n° 1130 CM du 15 octobre 1992 portant modification de l'arrêté n° 852 CM du 30 août 1985 relatif aux taux et aux modalités d'attribution des bourses de formation professionnelle fixant à 92.000 FCP le taux de l'allocation mensuelle versée aux bénéficiaires, élèves de 1re année de l'école territoriale d'infirmières (cycle A) et de l'école de sages-femmes à compter du 1er septembre 1992 ;

Vu l'arrêté n° 959 CM du 5 septembre 1991 portant réglementation générale des allocations du territoire pour études supérieures ;

Vu le compte-rendu de la réunion du comité interministériel du 19 août 1993 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 octobre 1993,

Arrête :

Article 1er. — Le taux de l'allocation mensuelle versée aux bénéficiaires d'une bourse de formation professionnelle pour l'accomplissement d'une première ou d'une seconde année d'études est, au titre de l'année scolaire 1993-1994, fixé à *quatre-vingt-douze mille* (92.000) FCP.

Art. 2. — Sont abrogés, pour compter du 1er janvier 1994, sous réserve des dispositions transitoires définies à l'article 3 du présent arrêté, la délibération n° 67-18 du 14 février 1967 relative au régime des bourses de formation professionnelle modifiée par les délibérations n° 68-61 du 12 juillet 1968, n° 71-138 du 26 août 1971 et n° 71-191 du 9 décembre 1971, ainsi que leurs textes d'application :

- arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 relatif aux taux et aux modalités d'attribution des bourses de formation professionnelle ;
- arrêté n° 509 PEL.1 du 22 février 1968 complétant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 2412 PEL.1 du 24 septembre 1969 complétant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 139 PEL.1 du 22 janvier 1970 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 1777 PEL.1 du 14 juin 1970 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;

- arrêté n° 2731 PEL.1 du 23 septembre 1970 complétant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 3395 PEL.1 du 26 novembre 1970 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- circulaire n° 79 PEL.1 du 30 novembre 1970 relative aux conditions d'attribution des bourses de préparation à l'examen d'entrée à l'école territoriale d'infirmiers ;
- arrêté n° 1392 du 3 mai 1972 complétant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 280 PEL.1 du 25 janvier 1973 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 3920 PEL.1 du 21 novembre 1973 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 653 PEL.1 du 22 février 1974 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 1513 PEL.3 du 24 avril 1974 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 3947 PEL.1 du 3 octobre 1974 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 5277 PEL.1 du 12 novembre 1975 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 6175 PEL.1 du 22 octobre 1976 complétant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 708 PEL.1 du 22 septembre 1978 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 1853 FT.PEL du 30 décembre 1983 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 852 CM du 30 août 1985 modifiant l'arrêté n° 835 PEL.1 du 16 mars 1967 ;
- arrêté n° 1130 CM du 15 octobre 1992 portant modification de l'arrêté n° 852 CM du 30 août 1985 ;
- toutes autres dispositions se rapportant, le cas échéant, au régime des bourses de formation professionnelle.

Art. 3.— Par dérogation à l'article 2, les dispositions réglementaires ci-dessus énoncées restent applicables aux bénéficiaires d'une bourse de formation professionnelle en cours de formation, selon le même taux et dans les mêmes conditions que ceux qui ont prévalu lors de l'attribution de cet avantage et ce, jusqu'à l'achèvement du cycle d'études pour lequel la bourse a été accordée.

Art. 4.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 octobre 1993.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 967 CM du 28 octobre 1993 autorisant la conclusion de la convention générale de coopération entre le territoire de Polynésie française et les membres du conseil de l'université de Californie.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de la santé, de l'habitat et de la recherche,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1446 VP/IP/sc du 18 octobre 1993 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 octobre 1993,

Arrête :

Article 1er.— La convention générale de coopération entre le territoire de Polynésie française et les membres du conseil de l'université de Californie à Berkeley est approuvée. (1)

Art. 2.— Le Président du gouvernement est autorisé à conclure la convention fixant le cadre de la coopération entre le territoire de Polynésie française et les membres du conseil de l'université de Californie à Berkeley.

Art. 3.— Le vice-président, ministre de la santé, de l'habitat et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 octobre 1993.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le vice-président,
ministre de la santé, de l'habitat
et de la recherche,*
Michel BUIILLARD.

(1) Elle peut être consultée au ministère de la santé, de l'habitat et de la recherche.

Par arrêté n° 952 CM du 25 octobre 1993.— L'agrément au "code des investissements" de la Polynésie française institué par la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 est accordé à l'entreprise Flores pour la création d'une boulangerie sur l'île de Raivavae.

Le montant hors droits de l'investissement servant de base au calcul des avantages est de *vingt-neuf millions quatorze mille francs CFP* (29.014.000 F CFP).

L'entreprise Flores bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée plafonnée à hauteur de *deux millions six cent cinquante-trois mille francs CFP* (2.653.000 F CFP) pour l'acquisition et l'importation des équipements repris à la catégorie G de l'arrêté n° 1260 CM du 14 novembre 1991, soit une aide globale de 9,14 %.

Par arrêté n° 953 CM du 25 octobre 1993.— Mme Tekahu-Tepapatahi Poltavtseef est autorisée à ouvrir un dépôt de médicaments dans son magasin sis à Reao, Tuamotu-Gambier, dans les conditions citées à l'article 17 du décret n° 55-1122 du 16 août 1955.

Les médicaments mis en vente devront être revêtus du cachet du pharmacien fournisseur et vendus au même prix que dans les officines de pharmacie.

Le retrait de l'autorisation peut être prononcé lorsqu'il a été établi que le dépôt fonctionne dans le non-respect de la réglementation: "Aucun médicament injectable ne doit être commandé ni vendu par le titulaire de l'autorisation."

En cas de cessation d'activité, l'autorisation accordée devient caduque et le titulaire ou ses proches doit le signaler aux autorités compétentes.

Par arrêté n° 956 CM du 27 octobre 1993. — A titre exceptionnel et à la demande du directeur du comité "Pahu Nui O Tahaa" de Tahaa, la pêche sous toutes ses formes, à l'exception de la pêche aux cailloux organisée sous l'égide de la commune de Tahaa, est interdite les 25, 26, 27, 28, 29 et 31 octobre et les 1er et 2 novembre 1993 dans le lagon de Tahaa, dans la zone délimitée par proposition du comité directeur. Cette interdiction s'étend à la pêche du poisson capturé lors de la pêche aux cailloux.

La zone délimitée ainsi que le présent arrêté feront l'objet d'un affichage préalable à la mairie. Le plan de la zone peut être consulté auprès du ministère de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières.

Les auteurs d'infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des peines applicables aux auteurs des contraventions de 5e classe.

Les officiers et agents de police judiciaire ainsi que toute personne ayant qualité pour verbaliser ou spécialement commissionnée à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur, constatent les infractions aux dispositions du présent arrêté. Ils peuvent également saisir et remettre à l'eau les espèces détenues en infraction aux dispositions du présent arrêté.

Par arrêté n° 957 CM du 28 octobre 1993. — Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) :

- n° 72-93 CA/FEI du 7 octobre 1993 autorisant la location de trois constructions à usage d'habitation sises à Makemo - Tuamotu ;
- n° 73-93 CA/FEI du 7 octobre 1993 portant renonciation par le Fonds d'entraide aux îles au bénéfice d'une prescription et paiement de salaires au profit de M. Tarati Albert.

Par arrêté n° 958 CM du 28 octobre 1993. — Mme Pauline Taee, épouse Van Cam, est autorisée à occuper la servitude de curage et la zone soumise à autorisation d'un ruisseau canalisé, bétonné et recouvert de dalles amovibles, sis au droit du lot cadastré N n° 9, à Auae, P.K. 2,5, commune de Faaa.

Cette occupation est destinée à l'implantation d'un mur de clôture en limite ouest de sa propriété et à régulariser l'assise d'une partie de sa maison d'habitation.

Et tel que le tout figure joint au dossier.

Par arrêté n° 959 CM du 28 octobre 1993. — Mlle Mareva Teave est autorisée à occuper partiellement la servitude de curage du ruisseau sise au droit du lot 8 du plan de partage des terres Faa et Raumanu, cadastrée section AE n° 131, commune de Punaauia.

Cette occupation est destinée à l'implantation d'une maison d'habitation.

Et tel que le tout figure au plan joint au dossier.

Mlle Mareva Teave est tenue d'assurer le curage du ruisseau au droit de sa propriété.

Par arrêté n° 960 CM du 28 octobre 1993. — Est autorisé l'empiètement de prospect d'un entrepôt au droit d'un mur de clôture à édifier en limite sud-est de la parcelle A du lot 5 du partage du lot 6 du domaine Pamatai, cadastrée section M n° 102, commune de Faaa, appartenant à M. et Mme Marc Lagarde par rapport au domaine public routier.

Cette autorisation est destinée à l'implantation d'un mur de clôture sur lequel viendrait s'appuyer un entrepôt.

Et tel que le tout figure au plan joint au dossier.

Par arrêté n° 965 CM du 28 octobre 1993. — Est constaté au niveau de 107,8 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de septembre 1993 (base 100 en décembre 1988).

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

Par arrêté n° 4916 MAE.AU du 25 octobre 1993. — Mme veuve Vernier Elisabeth Tapeta épouse Jousset est autorisée à réaliser le lotissement sis à Taiohae, Nuku Hiva, de la parcelle B de la terre Avau, composé de six lots A, B, C, D1, D2 et M, pour l'agriculture et l'habitation.

Dossier du lotissement

Le dossier correspondant est enregistré au service de l'urbanisme (subdivision des îles Marquises) et comprend les pièces suivantes :

- règlement du lotissement ;
- plan des réseaux d'alimentation en eau et électricité ;
- plan de situation du lotissement ;
- titre de propriété.

Voies et réseaux divers

Les travaux de voies et réseaux divers seront réalisés conformément aux éléments du dossier déposé à l'appui de la demande.

Cahier des charges

Le projet de cahier des charges établi en tenant compte des éléments ci-dessus sera soumis pour approbation au service de l'urbanisme, avant toute demande de certificat de conformité.

Mentionner au cahier des charges :

- les conditions d'utilisation des lots ;
- les servitudes de passage pour :
 - le réseau téléphonique ;
 - les réseaux d'irrigation ;
 - le réseau électrique ;
- le règlement de construction pour celles liées à l'activité agricole (hauteurs, aspects, distances par rapport aux limites séparatives, aux voies et les clôtures).

Réseau téléphonique

Une attestation de réception délivrée par l'O.P.T. à l'issue des travaux d'infrastructure de télécommunication devra être fournie à l'appui de toute demande de certificat de conformité du lotissement.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Taiohae, Nuku Hiva ;
- de la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Marquises.

Par arrêté n° 4952 MAE du 27 octobre 1993. — Est déconsignée au profit de M. Houariki Numia, né le 8 décembre 1933, copropriétaire, l'indemnité d'expropriation relative à la partie expropriée de la terre Kekerere 2 d'un montant de 915 FCP correspondant à 1/120.

Référence cadastrale	Désignation des copropriétaires	Quotités	Indemnités d'expropriation déconsignées
Terre Kekerere 2	M. Houariki Numia, né le 8 décembre 1933 à Napuka	1/120	915 FCP

Par arrêté n° 4953 MAE du 27 octobre 1993. — Sont déconsignées au profit des copropriétaires énumérés au tableau ci-après, les indemnités d'expropriation relatives aux parties expropriées des terres Papatuaiva n° 454, Papagaha n° 428, et Teroma n° 446 et n° 448.

Référence cadastrale	Désignation des copropriétaires	Quotités	Indemnités d'expropriation déconsignées
Section A6, parcelle n° 454, terre Papatuaiva	Mme Urarii Titaina, épouse Houariki, née le 30 août 1967 à Papeete	1/336	4.472
Section A6, parcelle n° 428, terre Papagaha	Mme Tevivi Tarapati Marama, épouse Harry, née le 13 septembre 1922 à Takapoto	1/40	29.415
Section A6, parcelles n° 446 et n° 448, terre Teroma	Mme Tevivi Tarapati Marama, épouse Harry, née le 13 septembre 1922 à Takapoto	1/120	7.257
Total général :			41.144

MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Par arrêté n° 4926 MJS du 26 octobre 1993. — Conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990, la licence n° 1-084 est attribuée à M. André Tung, né le 26 janvier 1963 à Papeete, Tahiti, titulaire de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti au moyen d'un véhicule sous le numéro 084 TXT 01, délivrée par arrêté n° 304 CM du 14 avril 1993.

La présente licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Celui-ci doit remplir les conditions prévues par l'article 2 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990.

Ampliation de cet arrêté est délivrée à l'entrepreneur sous forme d'une licence de taxi.

Par arrêté n° 4927 MJS du 26 octobre 1993. — Conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990, les licences n° 1-033 et n° 2-033 sont attribuées à M. AhLoi Torea, né le 15 octobre 1933 à Fare, Huahine, titulaire de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti au moyen de deux véhicules sous le numéro 033 TXT 02, délivrée par arrêté n° 705 CM du 16 août 1993.

Chaque licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Celui-ci doit remplir les conditions prévues par l'article 2 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990.

Ampliation de cet arrêté est délivrée à l'entrepreneur sous forme de deux licences de taxi.

Par arrêté n° 4928 MJS du 26 octobre 1993. — Le ministre de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et des transports terrestres délivre une dérogation pour enseigner contre rémunération la plongée subaquatique avec les prérogatives d'enseignement et d'organisation d'un diplômé B.E.E.S. 1er degré, option plongée, pour un seul établissement déclaré et avec obligation d'obtention du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré, option plongée subaquatique, au plus tard le 31 décembre 1994, à la personne dont le nom suit : M. Quattrini Marc.

Cette dérogation doit être obligatoirement renouvelée en cas de changement de lieu d'enseignement.

Par arrêté n° 4994 MJS du 27 octobre 1993. — Conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990, la licence n° 1-089 est attribuée à M. Maurice Mati, né le 29 décembre 1968 à Papeete, Tahiti, titulaire de l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti au moyen d'un véhicule sous le numéro 089 TXT 01, délivrée par arrêté n° 304 CM du 14 avril 1993.

La présente licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Celui-ci doit remplir les conditions prévues par l'article 2 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990.

Ampliation de cet arrêté est délivrée à l'entrepreneur sous forme d'une licence de taxi.

ACTES MUNICIPAUX**COMMUNE DE PAPEETE**

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-37 du 7 octobre 1993
modifiant la délibération n° 93-31 du 9 août 1993 relative au
stationnement payant sur les places Tarahoi et Pomare V.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération du conseil général des Etablissements français de l'Océanie en date du 17 septembre 1890 consentant l'aliénation à titre gratuit à la commune de Papeete de divers immeubles appartenant à la colonie ;

Vu la délibération n° 93-31 du 9 août 1993 relative au stationnement payant sur les places Tarahoi et Pomare V ;

Vu la note explicative n° 93-19 du 28 septembre 1993 présentée par M. Trouillet Jean-Baptiste ;

En ayant délibéré en sa séance du 7 octobre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions des articles 1er et 2 de la délibération n° 93-31 du 9 août 1993 visée ci-dessus sont modifiées comme suit :

Article 1er (nouveau).— A partir du 11 octobre 1993, il sera perçu un droit de stationnement au profit de la commune de Papeete sur la place publique dénommée Pomare V délimitée :

- au nord par l'avenue du Général-de-Gaulle ;
- au sud par la propriété de l'assemblée territoriale ;
- à l'est par la rue du Docteur-Cassiau ;
- à l'ouest par l'allée de l'assemblée territoriale.

Art. 2 (nouveau).— Le droit de stationnement sur cette place transformée provisoirement en parking public payant est fixé à cent francs (100 FCP) par heure ou fraction d'heure de stationnement et par véhicule automobile.

Ce droit est perçu en fonction de la durée de stationnement.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

Art. 3.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 7 octobre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 22 octobre 1993.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 93-39 du 7 octobre 1993
relative aux conditions de location du matériel communal tel que tables et chaises, pour l'organisation de diverses manifestations dans ou hors des limites de la commune de Papeete.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-15 du 24 juin 1993 relative aux conditions de location du matériel communal tel que tables et chaises, pour l'organisation de diverses manifestations dans ou hors des limites de la commune de Papeete ;

Vu la note explicative n° 93-21 du 5 octobre 1993 présentée par M. Tekurio Michel ;

En ayant délibéré en sa séance du 7 octobre 1993,

Adopte :

Article 1er.— Dans le cadre de diverses manifestations se déroulant dans ou hors des limites de la commune de Papeete, est autorisée la location du matériel communal, tel que tables et chaises, tables sur chevalet, gradins, planchers de scène.

Art. 2.— Cette location est consentie au tarif, payable d'avance, de :

- 100 FCP/chaise/jour ;
- 500 FCP/table/jour ;
- 500 FCP/table sur chevalet par unité de 10 m de longueur ;
- 1.000 FCP/gradins par tranche de 100 places ;
- 100 FCP/U/jour : barrière métallique ;
- 300 FCP/U/jour : plancher de scène de 1,22 m x 2,44 m.

Art. 3.— Les collectivités publiques, les A.P.E.L., coopératives scolaires, associations confessionnelles, caritatives, religieuses et sportives pourront bénéficier, sur appréciation du maire, de mesures dérogatoires portant sur la tarification, le transport, la livraison, l'intervention des équipes communales.

Ces mesures dérogatoires ne seront applicables que pour des manifestations se déroulant dans les limites du territoire communal de Papeete.

Art. 4.— Toute détérioration ou perte donnera lieu à la perception de droits équivalant, au minimum, à dix (10) fois le montant de la location prévue et pouvant aller jusqu'au remboursement de la valeur du matériel détérioré ou perdu.

Art. 5.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

Art. 6.— La présente délibération sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 7 octobre 1993.

Le maire,

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 25 octobre 1993.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ARRETE MUNICIPAL n° 136-93 du 18 octobre 1993 portant mesures d'ordre public relatives au stationnement payant sur la place Pomare V.

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-31 du 9 août 1993 relative au stationnement payant sur les places Tarahoi et Pomare V, modifiée par la délibération n° 93-37 du 7 octobre 1993 ;

Vu l'arrêté n° 93-119 du 2 septembre 1993 relatif à la régie de recettes instituée à la mairie de Papeete,

Arrête :

Article 1er.— Le stationnement payant institué sur la place Pomare V est un service public à caractère industriel et commercial. Ce service est exploité en régie. Le régisseur de recettes de la mairie de Papeete est chargé du recouvrement de la redevance de stationnement, selon les tarifs fixés par délibération du conseil municipal de Papeete, avec l'assistance d'un sous-régisseur.

Art. 2.— Le sous-régisseur de recettes dispose d'agents communaux préposés au recouvrement de la redevance de stationnement et qui sont chargés d'assurer la surveillance de l'accès et du stationnement dans le parking de la place Pomare V. Le sous-régisseur et les agents préposés au recouvrement sont placés sous les ordres du régisseur qui en assure l'autorité hiérarchique directe.

Art. 3.— Pour la première heure de stationnement, la redevance est perçue à l'entrée du parking au moment du retrait du

ticket de validation délivré par un horodateur et établi selon le modèle figurant à l'annexe au présent arrêté (1).

Pour toute tranche horaire en dépassement de la première heure de stationnement, le droit de stationnement y afférent est réglé sur place à la caisse du sous-régisseur contre remise d'un récépissé.

Art. 4.— Les horaires d'ouverture et d'accès du public au parking sont fixés comme suit :

- lundi au vendredi : 6 h à 17 h 30 ;
- samedi : 6 h 30 à 12 h.

Le dépôt de véhicules dans le parking en dehors de ces horaires est formellement interdit et donnera lieu à perception du droit de stationnement établi pour la durée totale de dépôt.

La commune de Papeete est dégagee de toutes responsabilités en cas d'accidents, de vols ou de tous autres actes commis à l'encontre des usagers du parking.

Les mesures intérieures sont prises, à savoir :

- l'accès et la sortie du parking sont situés dans la rue du Docteur-Cassiau ;
- à l'entrée du parking, les usagers devront obligatoirement s'immobiliser afin de payer le stationnement et de retirer le ticket y afférent ;
- le moteur des véhicules sera en marche pour les seules opérations d'accès et de sortie immédiate du parking ;
- portes et fenêtres des véhicules devront être verrouillées ;
- les utilisateurs devront utiliser les poubelles ou corbeilles à ordures mises à leur disposition, et devront maintenir les lieux en état de propreté ;
- à la sortie, les usagers devront s'immobiliser devant la guérite des agents municipaux préposés à la perception afin de régler éventuellement le montant équivalent à la durée du dépassement de la première tranche horaire ;
- tous litiges entre utilisateurs devront être réglés par les intéressés en présence d'un agent préposé au parking ;
- les agents municipaux de la commune de Papeete chargés de la gestion du parking seront en droit d'en interdire l'accès ou d'expulser toute personne dont le comportement constitue une gêne à la bonne utilisation du parking.

Art. 5.— Le régisseur de recettes, le chef de service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6.— Le présent arrêté qui prendra effet le 18 octobre 1993 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 18 octobre 1993.

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 22 octobre 1993.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

(1) L'annexe peut être consultée à la mairie de Papeete.

ARRETE MUNICIPAL n° 154-93 du 25 octobre 1993 rendant piétonnières les rues sises aux alentours du marché de Papeete, à l'occasion de la Toussaint 1993, du 30 octobre au 2 novembre 1993.

Le maire de la commune de Papeete,

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française et notamment l'article L.131.3 relatif au pouvoir du maire, en matière de circulation routière ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'organisation des floralies de la Toussaint au marché municipal "Mapuru a Paraita",

Arrête :

Article 1er. — A l'occasion de la Toussaint 1993, et pendant les journées du 30 octobre au 2 novembre 1993 inclus, les rues sises autour du marché de Papeete, citées après, seront rendues piétonnes :

- rue du 22-Septembre ;
- rue des Halles ;
- rue Colette (portion comprise entre la rue Cardella et la rue Foch) ;
- rue Cardella (portion comprise entre la rue Colette et le boulevard Pomare).

Art. 2. — L'accès aux commerces concernés par les dispositions du présent arrêté, pour des livraisons, est autorisé sous la responsabilité et le contrôle du directeur du marché municipal.

Art. 3. — Le directeur des polices urbaines, le chef du service de la police municipale, le chef du groupement des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 25 octobre 1993.

L. T. CARLSON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 28 octobre 1993.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Patrick MILLE.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECISION n° 93-678 du 12 octobre 1993 relative à la publication de la liste des fréquences pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence pouvant être attribuées après un appel aux candidatures complémentaire pour l'exploitation de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre (territoire de la Polynésie française).

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 22, 25 et 29 ;

Vu le décret n° 89-632 du 7 septembre 1989 relatif aux comités techniques prévus par l'article 29-1 de la loi susvisée ;

Vu la décision n° 92-230 du 31 mars 1992 fixant le règlement intérieur des comités techniques radiophoniques et précisant les modalités d'exercices des missions qui leur sont conférées par l'article 29-1 de la loi susvisée ;

Vu la décision n° 93-57 du 2 mars 1993 relative à un appel aux candidatures complémentaire pour l'exploitation de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 93-552 du 20 juillet 1993 relative à la liste des candidats admis à concourir dans le cadre de l'appel aux candidatures complémentaire dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les dossiers de candidature, notamment les caractéristiques techniques d'émission indiquées dans ceux-ci ;

Vu l'avis du 30 septembre 1993 du comité technique radiophonique de Papeete sur l'établissement de la liste des fréquences pouvant être attribuées ;

Après en avoir délibéré,

Arrête, conformément à l'annexe à la présente décision, la liste des fréquences pouvant être attribuées, à la suite de l'appel aux candidatures du 2 mars 1993 susvisé, dans le territoire de la Polynésie française.

Les considérations sur le fondement desquelles cette liste est arrêtée sont indiquées ci-après.

I - Considérations générales.

Le présent plan de fréquences pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence porte sur le territoire de la Polynésie française.

Il concerne la bande de fréquence 87,6 à 107,2 MHz.

Le plan repose sur les principes suivants :

Les études ont été effectuées en se basant sur les recommandations du Comité consultatif international des radio-communi-

cations (C.C.I.R.), notamment en matière de normes d'émission. L'excursion maximale de fréquence ne doit en aucun cas dépasser la valeur de 75 kHz. L'écart entre les fréquences destinées à couvrir une même zone de service est de 400 kHz.

Pour les besoins de la planification, le territoire a été divisé en "zones de planification" correspondant aux principaux archipels de la Polynésie française.

Les fréquences dégagées dans ces zones de planification sont déterminées en fonction des contraintes mentionnées ci-dessus et les puissances apparentes rayonnées (P.A.R.) maximales utilisables n'excèdent pas 3 kW.

II - Conditions d'utilisation des fréquences.

La puissance autorisée est la puissance apparente rayonnée (P.A.R.). La puissance nominale maximale de l'émetteur ne devra pas être supérieure à la moitié de la puissance apparente rayonnée. Cependant, pour une P.A.R. fixée, le conseil pourra imposer l'utilisation d'une antenne plus élevée et d'une puissance nominale plus faible. Celle-ci sera alors compensée par un gain d'antenne plus grand (deux ou quatre éléments ou dipôle par exemple) de façon à limiter l'émission d'énergie sous des sites négatifs importants, limitant de ce fait les gênes de proximité.

En cas d'émission en polarisation mixte, la P.A.R. autorisée dans une direction donnée est égale à la somme des P.A.R. émises sur chacune des polarisations horizontale et verticale.

Au cas où le conseil envisagerait d'autoriser l'exploitation de certaines fréquences dans des conditions techniques particulières, il définirait à nouveau la P.A.R. maximale à ne pas dépasser ainsi que les restrictions de diagramme associées.

III - Délai imparti aux candidats pour faire connaître la ou les fréquences demandées en application du 7° du titre IV de la décision n° 93-57 du 2 mars 1993 susvisée.

Les candidats inscrits sur la liste publiée au *Journal officiel* de la République française du 17 août 1993 (page 11664) disposent d'un délai de quinze jours, à compter de la publication de la présente liste au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour faire connaître, par écrit, au comité technique radiophonique de Papeete, la ou les fréquences qu'ils souhaitent utiliser pour l'exploitation de leur service.

Au-delà de ce délai, les souhaits des candidats ne seront pas pris en compte.

IV - Etapes ultérieures de la procédure.

Conformément aux points 8° et suivants du titre IV de l'appel aux candidatures du 2 mars 1993 susvisé, les phases ultérieures de la procédure de délivrance des autorisations sont les suivantes :

Au vu des propositions formulées par le comité technique radiophonique, des souhaits exprimés par les candidats et du contenu des dossiers de candidature, le Conseil supérieur de l'audiovisuel procédera, à titre de mesure préparatoire à sa décision définitive, à une présélection des candidats, en arrêtant les fréquences qu'il envisage de leur affecter.

Il notifiera cette présélection ainsi que l'affectation de fréquences envisagée aux candidats avec lesquels il se propose de conclure une convention.

La liste de ceux-ci sera affichée dans les locaux du comité technique radiophonique de Papeete (au tribunal administratif de Papeete) et publiée par voie de presse, dans deux journaux, au moins, du territoire.

Les candidats présélectionnés indiqueront par courrier recommandé adressé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (39-43, quai André-Citroën, 75015 Paris), avec demande d'avis de réception, dans un délai de huit jours à compter de la notification de leur présélection, le récépissé faisant foi, le ou les sites d'émission qu'ils sont en mesure d'utiliser, ainsi que les caractéristiques précises de leur système d'antenne, notamment l'altitude maximale des antennes d'émission. En outre, ces propositions devront indiquer l'adresse postale exacte de chaque site, son altitude et sa localisation sur un extrait de carte géographique.

A défaut, la candidature sera rejetée.

Le ou les site(s) proposé(s) feront l'objet d'un agrément du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ils ne seront approuvés par le conseil que lorsqu'un examen, effectué par lui-même ou par tout autre organisme qu'il aura mandaté, aura permis de s'assurer de l'absence de gênes de proximité sur l'ensemble de la bande FM ou sur d'autres bandes, notamment celles utilisées par les services de la navigation aérienne (D.N.A.).

Cependant, au cas où des gênes apparaîtraient à un moment quelconque de l'exploitation, le conseil se réserve le droit d'imposer à la station de radiodiffusion considérée toute modification technique nécessaire pour les supprimer. Ces modifications peuvent concerner la hauteur du pylône, le diagramme de rayonnement dans un plan vertical, la réduction de la P.A.R. ou le changement de site d'émission. Si aucun site n'a pu être agréé dans un délai de six semaines à compter de la notification de la présélection, le Conseil supérieur de l'audiovisuel fixera un site en application de l'article 25 de la loi.

Le refus de ce site par le candidat entraînera le rejet de sa demande.

Fait à Paris, le 12 octobre 1993.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
Le président,
J. BOUTET.

ANNEXE

1) Zone de planification des îles du Vent.

Localités d'émission	Fréquences (MHz)	P.A.R. maximale (W)
Tiareï	97,4	500 (1)
Faaa (Mont Marau)	91,4	3.000 (2)
	104,2	3.000 (2)
Taiarapu	98,3	1.000 (3)
	107,0	1.000 (3)
Moorea	105,5	3.000 (4)

(1) Altitude au sommet des aérifons inférieure à 250 mètres.
(2) Altitude au sommet des aérifons inférieure à 1.500 mètres.
(3) Altitude au sommet des aérifons inférieure à 650 mètres.
(4) Altitude au sommet des aérifons inférieure à 900 mètres.

2) Zone de planification des îles Sous-le-Vent.

a) Ile de Raiatea

Localité d'émission	Fréquences (MHz)	P.A.R. maximale (W)
Uturoa	90,0 95,0	500 500

b) Ile de Bora Bora

Localité d'émission	Fréquence (MHz)	P.A.R. maximale (W)
Vaitape	102,4	300

3) Zone de planification des îles Marquises.

a) Ile de Nuku Hiva

Localité d'émission	Fréquence (MHz)	P.A.R. maximale (W)
Taiohae - Paehoa	104,5	50

4) Zone de planification des îles Tuamotu.

Localité d'émission	Fréquence (MHz)	P.A.R. maximale (W)
Ile de Niau	97,4	100

ARRETE INTERMINISTERIEL du 21 octobre 1993 autorisant au titre de l'année 1994 l'ouverture de concours pour le recrutement de conseillers d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 21 octobre 1993, est autorisée au titre de l'année 1994 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de conseillers d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes).

Le nombre total des places offertes aux concours est fixé à quatre-vingt-dix-huit. Ces places sont réparties de la manière suivante :

Premier concours (prévu à l'article 46 du décret n° 83-1033 du 3 décembre 1983 portant statut de ces agents) : dix-sept postes.

Deuxième concours (prévu à l'article 46 du même décret) :

Branche Administration générale : dix-sept postes ;
Branche Administration financière : soixante-quatre postes.

La date de la clôture des inscriptions est fixée au 10 novembre 1993.

La date des épreuves et la composition des jurys feront l'objet d'arrêtés ultérieurs du ministre de l'éducation nationale.

Nota. — Pour tout renseignement, les candidats doivent s'adresser au service des examens et concours du rectorat de l'académie de leur choix.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS
AVIS N° 725 ENR.

Il est donné avis de recherche des héritiers de M. Pehupehu Ganivet, dit Fara, décédé à Tahaa en novembre 1988, M. Tutea Maioa Maiterai, M. Tehei Maioa Maiterai, M. Torii Maioa Maiterai, M. Paarua Maiterai, M. Pau Maioa Maiterai et de Mme Hopara Maioa Maiterai, lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 25 octobre 1993.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,*

Théodore CERAN-JERUSALEM.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

GESCOM POLYNESIE

Société en nom collectif au capital de 100.000 F CFP
Siège social : Faaa, Centre commercial Heiri, P.K. 6,200

Suivant acte sous seings privés établi à Papeete le 2 novembre 1993, il a été constitué une entreprise ayant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société en nom collectif.

Dénomination sociale : GESCOM POLYNESIE.

Siège social : Faaa, Centre commercial Heiri, P.K. 6,200.

Objet social :

- toutes prestations d'assistance technique, administrative et financière, et notamment la mise à disposition de savoir-faire en matière d'exploitation de supermarchés et de tous commerces ;
- la gérance et l'exploitation de tous supermarchés ;
- l'étude et la réalisation techniques, administratives, financières et commerciales de tous projets d'implantation de supermarchés ou de tous fonds de commerce ;
- la location et la mise à disposition de tout personnel technique et administrative ainsi que de tous moyens techniques nécessaires ;
- toutes prestations d'intermédiaire et de courtage.

Capital social : 100.000 F CFP, divisé en 200 parts de 500 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées, représentant des apports en numéraire.

Durée : 99 années à compter de la date d'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce.

Gérance : A été désigné gérant de la société, M. Ah Fat LAM dit John, demeurant à Pirae, résidence Aute II, lot 28.

Cession des parts sociales : Toutes cessions de parts sociales requièrent le consentement de tous les associés.

Immatriculation : L'entreprise sera immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

Cabinet de Me Jean François ROUX, avocat

Suivant requête présentée au tribunal civil de première instance de Papeete, M. Roger André REY, artisan, né le 8 novembre 1931 à La Trimouille (86290), et Mme Monique Marcelle VERNEGEOL, son épouse, secrétaire, née le 28 mai 1935 à Tours, ayant Me Jean François ROUX pour avocat, ont sollicité l'homologation de l'acte dressé par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 16 février 1993, aux termes duquel ils entendent modifier leur régime matrimonial actuel pour adopter celui de la communauté universelle.

Pour extrait,
Me Jean François ROUX.

TAHITI CASH API

S.A.R.L. au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : Faaa, Centre commercial Heiri, P.K. 6,200

Suivant acte sous seings privés établi à Papeete le 2 novembre 1993, il a été constitué une entreprise ayant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : TAHITI CASH API.

Siège social : Faaa, Centre commercial Heiri, P.K. 6,200.

Objet social :

- l'exploitation d'un supermarché de produits alimentaires et de marchandises diverses ;
- l'importation, l'achat et la vente en gros, semi-gros et détail de produits alimentaires et de toutes marchandises diverses ;
- la mise en location-gérance de tous fonds de commerce lui appartenant.

Capital social : 1.000.000 F CFP, divisé en 100 parts de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées, représentant des apports en numéraire.

Durée : 99 années à compter de la date d'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce.

Gérance : A été désigné gérant de la société, M. Ah Fat LAM dit John, demeurant à Pirae, résidence Aute II, lot 28.

Cession des parts sociales : La cession entre associés est libre. La cession à des tiers non associés requiert le consentement de la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : L'entreprise sera immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE

"Bernard BRUGGMANN, notaire associé"

Titulaire d'un office notarial à Papeete, 11, avenue Bruat

Suivant acte demeuré au rang des minutes de l'office notarial "Bernard BRUGGMANN, notaire associé" à Papeete, les 7 et 11 octobre 1993, enregistré à Papeete le 20 octobre 1993, folio 4448, bordereau 1, M. Charles MU SI YAN, mandataire liquidateur, demeurant à Papeete, avenue du Prince-Hinoui, liquidateur de la "SOCIETE D'EXPLOITATION DES CAFES-BARS-RESTAURANTS", par abréviation "S.E.C.B.R.", société à responsabilité limitée au capital social de 400.000 F CFP, ayant son siège social à Papeete, quartier du Commerce, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 1.444 B, a vendu à la société dénommée "C.C.", société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, ayant son siège social à Punaauia, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 4.911 B, différents éléments du fonds de commerce exploité par ladite société, consistant en du matériel et la licence de 4e classe, moyennant le prix de quatre millions de francs (4.000.000 F CFP), payé comptant.

Les oppositions seront reçues en la forme légale à Papeete, en l'office notarial "Bernard BRUGGMANN, notaire associé à Papeete", où domicile a été élu à cet effet, dans les dix jours de la dernière des publications légales.

Pour deuxième et dernière insertion,
Me Bernard BRUGGMANN.

Me Eric DIENER, avocat à la cour

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Par devant Me Michel GUICHENU, notaire par intérim à Papeete, suppléant Me Dominique DUBOUCH, notaire titulaire en congé, le 28 juin 1993, M. Gonçalo Rodrigues DE CASTRO COELHO José, frigoriste, né le 22 novembre 1953 à Lobao Da Beira (Portugal), et Mme Françoise GENDRON, secrétaire au haut-commissariat (Marquises), née le 7 mars 1954 à Papeete, demeurant ensemble à Faaa, cité de l'Air, mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts le 5 mai 1979 à la mairie de Papeete (Moorea), ont convenu de changer de régime matrimonial et d'adopter pour l'avenir le régime de la séparation de biens prévu par l'article 1536 et suivants du code civil, modifiés par la loi du 13 juillet 1965.

La requête en homologation dudit acte a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete, le 13 octobre 1993.

Pour extrait,
Me Eric DIENER.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION FOLKLORIQUE "TOREA URA NUI"

M. HINES Lui John, vice-président, et Mme HINES Caroline, membre, ont démissionné de leur poste au sein de l'association.

ASSOCIATION FOLKLORIQUE "KEI TAWHITI"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 septembre 1993)

L'association folklorique KEI TAWHITI a procédé au remplacement provisoire de M. Gasman PEU, vice-président, par M. Carlos TUIA et de Mlle Kareen LANGOMAZINO, secrétaire, par Mlle Raina DAVIO.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE ANAURENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 septembre 1993)

Président d'honneur	: TERIPAIA Teromita
Président	: TAPI Jules
Vice-présidente	: TEENA Maréta
Secrétaire	: AH LO Gilbert
Secrétaire adjointe	: MAE Marie Madeleine
Trésorière	: TEIHO Ahmrita
Trésorière adjointe	: TEHEIURA Annette
Membres	: TAATA Angelina AIHO Miladys TEMAURI Uratua ROIHAU Anna TAPI Hutiti

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE TIARAMA-TUMARAARENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er octobre 1993)

Présidente	: TEMAHAHE Temauarii
Vice-présidente	: HENNEBOIS Magali
Secrétaire	: TEHAAI Iris
Secrétaire adjointe	: YIM Graziella
Trésorière	: TAMATI Sonia
Trésorière adjointe	: MAMA Pitate

ASSOCIATION "MANUIA ITI"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 septembre 1993)

Présidente	: FAATUARAI Maire
Vice-président	: POLLOCK Warren
Secrétaire	: AH SCHA Patricia
Secrétaire adjointe	: TEIVAIVA Poia
Trésorier	: PAQUOT Yannick
Trésorière adjointe	: LILLINI Claudia

ASSOCIATION "TE VAHINE ERIMA"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 octobre 1993)

Présidente d'honneur	: MAZIERE Tila
Présidente	: AVAE Teraieura
Vice-présidente	: TEINAORE Jacqueline
Secrétaire	: TEINAORE Titaua
Secrétaire adjoint	: TEARIKI Pita
Trésorière	: TARINA Tapeata
Trésorier adjoint	: TEINAORE Bernard
Assesseurs	: PITO Emile TEINAORE Terii OPUU Revi

ASSOCIATION ARTISANALE KUMU HEI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 juillet 1993)

Présidente d'honneur	: KIIHAPAA Tamaani
Présidente	: KLIMA Augustine
Vice-présidente	: CANDELOT Célestine
Secrétaire	: HITUPUTOKA Joséphine
Secrétaire adjointe	: KAIHA Adrienne
Trésorière	: AH SHA Elisabeth
Trésorière adjointe	: TEIKITUTOUA Rosita
Assesseurs	: TEHOTEA Rosine KAIHA Madeleine TEIKIEHUPOKO Claire

ASSOCIATION UNIVERSITAIRE DES ETUDIANTS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 octobre 1993)

Président	: TCHANG Martial
1re vice-présidente	: ESCANDE Tania
2e vice-présidente	: JONES Liliane
Secrétaire	: MEUEL Tinihau
Trésorier	: RAMOND Patrick
Responsable des relations publiques	: DANLOUE Cathy

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE URIRI NUIRENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 septembre 1993)

Président	: PAMBRUN Jean-Marc
Vice-président	: SANDRAS Bruno
Secrétaire	: LISSANT Pamela
Secrétaire adjointe	: AVIU Angéline
Trésorière	: TEROOATEA Céline
Trésorière adjointe	: TAHI Titaua

LOTO NATIONAL N° 43

Premier tirage du mercredi 27 octobre 1993 : 1 2 14 33 34 37

Numéro complémentaire : 6

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	1	58.360.818
5 bons numéros + numéro complémentaire	21	1.446.181
5 bons numéros	459	226.181
4 bons numéros	30.150	3.709
3 bons numéros	719.017	218

Deuxième tirage du mercredi 27 octobre 1993 : 13 15 16 18 22 43

Numéro complémentaire : 5

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	0	—
5 bons numéros + numéro complémentaire	25	1.109.909
5 bons numéros	779	123.727
4 bons numéros	51.559	1.981
3 bons numéros	941.908	145

LOTO NATIONAL N° 43

Premier tirage du samedi 30 octobre 1993 : 10 11 14 15 38 42

Numéro complémentaire : 3

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	2	104.286.636
5 bons numéros + numéro complémentaire	9	2.210.454
5 bons numéros	371	184.454
4 bons numéros	28.677	3.090
3 bons numéros	582.710	290

Deuxième tirage du samedi 30 octobre 1993 : 9 13 17 19 22 36

Numéro complémentaire : 31

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	3	258.075.727
5 bons numéros + numéro complémentaire	27	721.000
5 bons numéros	1.004	67.363
4 bons numéros	50.270	1.690
3 bons numéros	825.739	200

AVIS RELATIF AUX TIRAGES DU LOTO NATIONAL N° 44

Ces tirages auront lieu, en principe, aux dates et heures suivantes :

Mercredi 3 novembre 1993 :

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 44/M ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 44/M.

Samedi 6 novembre 1993 :

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 44/S ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 44/S.

AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU MERCREDI DU LOTO NATIONAL N° 344

Pour le 2e tirage du loto n° 344 du mercredi 3 novembre 1993, il sera affecté dans les conditions prévues par l'article 11.3.1 du règlement du loto national, la somme, égale à un multiple de 18.181.818 CFP nette de prélèvement légal, nécessaire au versement d'un gain qui ne sera pas inférieur à 363.636.363 CFP, réparti, par parts égales, entre les jeux classés au premier rang et net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun ensemble de numéros ne serait classé au premier rang, la somme affectée à ce rang étant déterminée précédemment nette du prélèvement légal, les dispositions de l'article 11.5 du règlement seraient appliquées.

*Le président du conseil d'administration
de la Pacifique des jeux,
Daniel SPARZA.*

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE DE VAITAMA - TITIORO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 septembre 1993).

Présidente	: TETUAITEROI Anna
Vice-présidente	: TAMAHAHE Taronia
Secrétaire	: SEBILLE Marie-Chantal
Secrétaire adjointe	: VAIHO Cécile
Trésorière	: INARIKI Héloïse
Trésorier adjoint	: MAONI Owens
Commissaires aux comptes	: TERITEHEI Solange ALFONSI Odile

ASSOCIATION SPORTIVE "KUNG-FU WU SHU ERIMA"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 septembre 1993)

Président	: OOPA John
Vice-président	: PIKOE Joseph
Secrétaire	: LARGEATEAU Emilienne
Secrétaire adjointe	: TEHAEURA Averii
Trésorière	: TIHOTI Nunaaehau
Trésorier adjoint	: MARE Milou
Instructeur	: PETERS Jacques

ASSOCIATION DES JEUNES DELAISSES A.J.D.

Extraits de statuts

Il est formé, entre les soussignés et toutes autres personnes adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de "ASSOCIATION DES JEUNES DELAISSES", A.J.D., et peut s'adhérer à tout mouvement de jeunes.

Ladite association a pour but :

- de favoriser une meilleure connaissance réciproque des jeunes et une amitié vraie ;
- d'organiser des loisirs éducatifs ;
- de promouvoir et organiser tout ce qui peut être favorable au développement physique, moral, professionnel, social des jeunes de Faavae ;
- de mettre en accord toutes les activités de l'association et la vie de ses membres avec l'évangile.

Le siège de l'association est fixé à Faavae, quartier Taua.

La durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MAI Eric
1er vice-président	: KELLY Chuck
2e vice-présidente	: TARAUFU Meretini
Secrétaire	: MATAOA Anita
Secrétaire adjoint	: TAURUA Roland
Trésorier	: LAGARDE Irwin
Trésorier adjoint	: MOUTET Yvon Léon
Animateur principal	: MARITERANGI Henri
Assesseurs	: TAUPUA Alexis TEAUNA Julius TEMATAHOTOA Llewellyn TOKORANGI Célestin TAURU Régis REORAU Marama TIKARE Marie

Récépissé n° 93-2417 MFR/AA du 27 octobre 1993.

ASSOCIATION POLYNÉSIENNE DE SANTÉ PUBLIQUE A.P.S.P.

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre "Association polynésienne de santé publique" (A.P.S.P.).

Cette association a pour but de promouvoir des actions de santé publique dans les domaines de la formation des personnels, de la mise en place des actions de prévention et de soins à la population, de soutien aux formations sanitaires et de manière générale, de défendre tout objectif de santé publique.

Le siège social est fixé à Papeete, direction de la santé, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 611.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BACH François
Vice-président	: PONIA Daniel
Secrétaire	: PERET Rosy
Secrétaires adjoints	: LAHANIER Diana GOUY Patrice
Trésorier	: ATHENOL Bernard
Trésorier adjoint	: LAUDON François

Récépissé n° 93-2393 MFR/AA du 26 octobre 1993.

ASSOCIATION "VANAA"

Extraits de statuts

L'association dite "VANAA", fondée le 22 octobre 1993, a pour objet d'assurer des moyens pédagogiques et techniques nécessaires au bon fonctionnement du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture (C.M.N.P.) de Rangiroa. Ils peuvent notamment concerner :

- la prise en charge des frais de formation pédagogique des éducateurs et leur rémunération ;
- les charges financières relatives au fonctionnement des stages et à la rémunération des stagiaires ;
- la construction et l'équipement du Centre.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé au service de la mer et de l'aquaculture à Fare Ute (Papeete).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEAI Thierry
Secrétaire	: LEDUC Henri
Trésorier	: LO Jean

Récépissé n° 93-2421 MFR/AA du 28 octobre 1993.

ASSOCIATION "TE AHO NUI"

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les personnes physiques et morales ayant adhéré aux statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre "Association TE AHO NUI".

Son siège est fixé à Pirae, quartier Hart, au centre TE AHO NUI et pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'association est illimitée.

L'association a pour but d'assurer les moyens pédagogiques, éducatifs et techniques nécessaires au bon fonctionnement du foyer d'accueil d'urgence en faveur de l'enfance. Ils peuvent notamment concerner :

- la création et la gestion de l'établissement TE AHO NUI ;
- l'aménagement et l'équipement dudit établissement ;
- la répartition et la gestion des charges financières relatives à son fonctionnement et à la rémunération des personnels ;
- l'établissement et la signature de conventions ou tout autre acte relatif à la réalisation de sa mission.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BAMBRIDGE Maeva
Vice-président	: GESTAS Philippe
Secrétaire	: VERNAUDON Béatrice
Secrétaire adjointe	: RAIOHA-TETIARAHU Tatiana
Trésorière	: PEDUPEBE Anne-Marie
Trésorière adjointe	: FLOSSE-DUMONT Jacqueline
Membre	: NADAUD Philippe

Récépissé n° 93-2428 MFR/AA du 27 octobre 1993.

ASSOCIATION "LOISIRS DE PRINCE"

Extraits de statuts

L'association dite "LOISIRS DE PRINCE", fondée le 15 octobre 1993, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet l'organisation des distractions, fêtes, loisirs et activités ludiques.

Elle a son siège social à Papeete, avenue du Prince-Hinui.

Sa durée est de 99 années.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARAN Olivier
Vice-président	: MOURAREAU Pierre
Secrétaire	: MOURAREAU Victor
Trésorière	: MOURAREAU Lee Line

Récépissé n° 93-2341 MFR/AA du 21 octobre 1993.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE FAREROI

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre "ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE FAREROI", sise à Mahina, dont le siège social est l'école même. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

L'association a pour but de permettre aux parents d'élèves de l'école :

- de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école et des enfants la fréquentant ;
- d'étudier et de réaliser toute organisation péri ou post-scolaire. Elle s'interdit toute discussion étrangère à son but (politique ou religieux).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BALDUCCI René
Vice-présidente	: PUNUA Célestine
Secrétaire	: HEITAA Léontine
Secrétaire adjoint	: HEITAA Robert
Trésorier	: HAAPII Jean-Loïc
Trésorière adjointe	: TETUANUI Karen
Assesseurs	: BONNO Odette ETAETA Torea FAATUPUA Rahera TEAMO Alice TEIKITUHAHAA Nerou TETUARO A Hilda TIATIA Christian

Récépissé n° 93-2312 MFR/AA du 20 octobre 1993.

ASSOCIATION ARTISANALE "TARIONE"

Extraits de statuts

Il est constitué, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée "TARIONE".

D'une durée illimitée, elle a pour but d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de Faaa :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;
- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Faaa. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: DAUPHIN Arsène
Président	: TUNOKO Alexis
Vice-président	: LEPLAT Eric
Secrétaire	: TAMU Rosaire
Secrétaire adjointe	: LEPLAT Marie-Joëlle
Trésorière	: TAMU Marie-Théodora
Trésorière adjointe	: TUNOKO Bernadette
Assesseurs	: TAMU Agnès MAI Myriama TAMU Béatrice

Récépissé n° 93-2427 MFR/AA du 28 octobre 1993.

FEDERATION TAHITIENNE DE TIR

Extraits de statuts

L'association, qui fait l'objet des présents statuts, prend à compter de ce jour la dénomination de "FEDERATION POLYNESIEENNE DE TIR".

Le siège de la Fédération polynésienne de tir est fixé à Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité fédéral.

La durée de la Fédération polynésienne de tir est illimitée.

La Fédération polynésienne de tir a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération internationale de tir - U.I.T. :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du tir sur le territoire de la Polynésie française ;
- de créer les liens structurels, administratifs et moraux entre elle-même, ses districts, ses clubs ;
- d'entretenir tous rapports avec :
 - la Fédération internationale de tir - U.I.T. ;
 - la Fédération française de tir - F.F.T. ;
 - et tous autres groupements affiliés ou reconnus par ces dernières, et enfin avec les pouvoirs publics.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DESPOIR Jean-Yves
Vice-président	: EWART Ronald
Secrétaire	: CHARLES Yves
Secrétaire adjoint	: PALACZ Daniel
Trésorier	: PROVOST Louis
Trésorier adjoint	: HALFON Jean-Pierre
Membres	: GRESSE Georges GARNIER Téré

Récépissé n° 93-2441 MFR/AA du 29 octobre 1993.

ASSOCIATION ARTISANALE "NA PORO E MAHA NO TAHITI"

Extraits de statuts

Il est constitué, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée "NA PORO E MAHA NO TAHITI".

D'une durée illimitée, elle a pour but d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de Faavae :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;
- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Faavae. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BOUTEAU Fauura
Vice-présidente	: BOUTEAU Nicole
Secrétaire	: TUATAA Mareva
Secrétaire adjoint	: KELLY Chuck
Trésorier	: BOUTEAU Gérard
Trésorier adjoint	: JARRY Jean-Louis
Assesseeurs	: COWAN Alda
	BOUTEAU Nathalie
	BARFF Gérard

Récépissé n° 93-2438 MFR/AA du 28 octobre 1993.

FEDERATION DES ASSOCIATIONS ARTISANALES ET CULTURELLES "ORO PERU"

Extraits de statuts

Entre les représentants des associations soussignées et ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, il est institué une FEDERATION regroupant plusieurs associations artisanales et culturelles de Polynésie française.

Il est valablement constitué à dater du jour de dépôt légal de ses statuts. La Fédération a pour nom "FEDERATION DES ASSOCIATIONS ARTISANALES ET CULTURELLES ORO PERU".

Son siège social est installé au Fare artisanat à Punaauia, Continent. Il peut être déplacé sur décision du bureau exécutif de la Fédération.

Sa durée est illimitée.

La Fédération assure la promotion et la sauvegarde de l'artisanat polynésien dont elle favorise la recherche, la production et la commercialisation dans le respect de sa particularité, de son authenticité, ainsi que la culture traditionnelle "maohi".

Elle a notamment pour but :

- de resserrer les liens de confraternité entre toutes les associations d'artisans et culturelles de Polynésie ;
- de défendre les intérêts moraux et matériels des associations de Polynésie, auprès des autorités territoriales, nationales et internationales ;
- de soutenir tout enseignement artisanal et de le vulgariser par des conférences, des bulletins et publications diverses ;
- de promouvoir toutes initiatives en faveur des jeunes artisans, en particulier au niveau de l'école par des expositions et des concours ;
- de conseiller et de créer de nouvelles associations.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: VII Jacques
	TEUIRA Tila
Président	: OU WEN Hiro
1re vice-présidente	: AUMERAN Vaite
2e vice-présidente	: COLLET Terii
3e vice-présidente	: TEHAAMARU Elisabeth
Secrétaire	: TAHI Katia
Secrétaire adjointe	: CHANLO HUANG FONG Marie
Trésorier	: HURI Kuravehe
Trésorière adjointe	: TAI Isabelle
Commissaire	
aux comptes	: MATANUIOTOHOTIKA Firipo
Assesseeurs	: TEVAHINEPUROUTUA Rere
	HOPARA Tehea
	TUIRA Déborah

Récépissé n° 93-2413 MFR/AA du 27 octobre 1993.

TEEN ASSOCIATION

Extraits de statuts

L'association dite "TEEN ASSOCIATION", fondée le 23 septembre 1993, a pour objet :

- de promouvoir son image de marque et ses activités dans l'environnement commercial ;
- d'assurer une gérance en son sein ;
- de réaliser des revenus financiers à des fins pédagogiques ou autres dans le cadre de "Junior Entreprise" ;
- de faire du Bac professionnel commerce et services, un centre d'expérience pour tous ses adhérents présents et futurs.

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé au lycée professionnel Anne-Marie-Javouhey de Mamao, Papeete. Ce siège pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LAMY Roger
Vice-président	: HINTZE Aroma
Secrétaire	: MU Chan
Secrétaire adjointe	: YI Nathalie
Trésorière	: LEMAREC Lydie
Trésorière adjointe	: TUAHIVA Sabrina

Récépissé n° 93-2316 MFR/AA du 20 octobre 1993.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

**STATUT DU TERRITOIRE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984
modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990

Prix : 440 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE**

(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)

Prix : 380 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Rédition 1989

Prix : 770 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1990 — 31 décembre 1990)

Prix : 1.620 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 230 francs

CODE DE LA MER en tahitien

Prix : 760 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1992

Prix : 1.200 francs

CODE DE LA ROUTE

Prix : 1.800 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Prix : 985 francs

**RECUEIL DE TEXTES
CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES**

(Edition mise à jour au 1er janvier 1990)

Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé

Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1993

Prix : 1.950 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

**COLLECTIONS RELIEES
JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française**

Années : 1986 - 1987 - 1988 - 1989

(Quantité limitée)

Prix : 13.180 francs les 2 tomes

CARTE DES COMMUNES

Prix : 680 francs